



Rentrée 2017-2018

La rentrée du statu quo : vers la prospérité des inégalités !

Des CP à 12 : la mesure de com qui fait diversion...

C'est la grande mesure phare de cette rentrée : 2 200 classes de CP en REP + auront des effectifs réduits. C'est la caution de « gauche » de ce gouvernement pour affirmer haut et fort son soi-disant souci des classes populaires, pour bercer d'illusions ceux qui lui accordent encore « le bénéfice du doute ». Qu'en est-il vraiment ?

Le dispositif prévu se fera cette année, à effectifs constants, par redéploiement ! On a ainsi une belle vitrine, mais à l'arrière, des restrictions affectant de nombreux autres dispositifs, menant parfois à leur extinction. Cela sans concertation, ni évaluation. Ainsi, pour couvrir les besoins de cette arnaque marketing, on va puiser dans le dispositif « Plus de maîtres que de classes », mis en place il y a 4 ans et qui permettait aux équipes de s'organiser dans les écoles selon des priorités concertées et un projet pédagogique. En Seine

Saint-Denis, département particulièrement défavorisé, ce sont par exemple, 113 postes de « Plus de maîtres que de classes » qui vont être supprimés. On va aussi puiser dans le volant déjà très insuffisant des professeurs remplaçants, annonçant des difficultés décuplées pour les écoles en cas d'absence d'un de leurs professeurs. A ce volet humain, s'ajoute un volet matériel, cette réforme perdant du sens si l'État n'accompagne pas les communes dans la construction de nouveaux locaux, certaines étant déjà fortement impactées par la hausse démographique, on pense notamment à Marseille.

Ces CP rénovés ne seront qu'une réponse très partielle à un problème global et le petit air de justice sociale ne suffira pas ! Les collègues ne s'y trompent pas avec déjà des mouvements de grève à la rentrée, en région parisienne ou en banlieue lyonnaise.

Services publics au rabais, suppressions des contrats aidés, École et personnels fragilisés

C'est la logique comptable qui dirige cette rentrée : gel du point d'indice pour les enseignants, suppression de 120 000 emplois dans la fonction publique, rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans compensations claires pour les fonctionnaires, diminution drastique de 139 000 contrats aidés. Le scolaire et le péri-scolaire sont victimes d'un grand plan social. Agents dépendant des collectivités, AVS pour les enfants touchés par le handicap, AAED (Aides Administratifs à la Direction d'école) et EVS (Emploi Vie Scolaire), des milliers de collègues exerçant des fonctions pourtant indispensables, sont congédiés brutalement dans le mépris le plus total. Quant à tous les animateurs/trices investis dans la réforme des rythmes scolaires (et les TAP), ils/elles peuvent aussi se réinscrire à pôle emploi pour la grande majorité...

Ces coupes budgétaires qui se font sur le dos des plus précaires sont intolérables ! Elles en disent long sur le mépris de ce gouvernement pour les plus fragiles, au moment où l'on annonce la suppression de l'ISF (Impôt Sur la Fortune) au profit d'un impôt plus restrictif et donc plus avantageux pour les plus riches !

Plus de libertés ? Moins d'égalité !

Effaçant ou rognant les dispositifs mis en place par le quinquennat précédent, l'antienne démagogique « Plus de libertés ! » peut flatter les espoirs. Ainsi, chaque commune peut choisir (faute d'intervenants) de revenir à la semaine de 4 jours, les collèges pourront (à moyens constants) reprendre les classes bilingues ou euro, les cours de latin-grec, les EPI n'auront plus de thèmes imposés : à chacun sa formule, vivent les libertés pédagogiques ! Qu'en est-il vraiment ?

Comme dans tous les domaines, logement, emploi, santé, pour le gouvernement, revendiquer plus de libertés, c'est œuvrer

pour plus d'inégalités.

« Différencier l'offre éducative », valoriser l'autonomie des établissements (l'autonomie du Chef !) et se diriger vers un recrutement local des enseignants, voilà l'esprit libéral d'un ministre, proche du think tank de l'institut Montaigne. Avec à l'horizon, une mise en concurrence renforcée des équipes éducatives et des établissements qui rendra chaque famille responsable de ses « choix », chaque enfant responsable de ses échecs. Ajoutons à cela, la fascination du ministre pour la mode des neurosciences, et voilà simplifier à outrance toute réflexion sur les difficultés d'apprentissage et l'environnement de l'enfant. Quant à l'État, il peut s'asseoir sur la question sociale. Bien joué !

Une école du tri dans une société toujours plus libérale

La France a beau rester en tête du peloton des systèmes scolaires les plus inégalitaires de l'OCDE, 100 000 jeunes ont beau sortir chaque année sans qualification du système scolaire, pourquoi changer une école qui permet de trier une petite élite et de satisfaire les parents qui, eux, ont la liberté de choisir leur école pour leur héritier ?

L'État continue de dépenser deux fois plus pour un étudiant de classe préparatoire qu'un étudiant à l'université, université exsangue, où l'inscription est soumise au tirage au sort ...

Non, cette rentrée n'est pas « pragmatique », mais idéologique ! Ne rien faire pour combattre l'échec scolaire, le malaise et la précarité à l'Éducation nationale, c'est poursuivre les politiques austéritaires et libérales, dans le mépris des plus fragiles !

Le contexte est clair : d'un côté, la loi Travail et les ordonnances qui démolissent le droit des travailleurs/euses et précariseront un peu plus les salariéEs du privé, parents de nos élèves, la baisse des APL, l'augmentation de la CSG au bénéfice d'exonérations pour les employeurs ; de l'autre les cadeaux fiscaux aux entreprises (taux d'imposition des sociétés abaissé à 25 %), la réforme de l'ISF (4 milliards d'économies pour les grandes fortunes).

Pour la CNT-SO, éducation et société vont de pair, et c'est sur les deux plans que nous nous battons. La politique éducative qu'on nous sert prépare les injustices de demain.

Aussi, il est urgent de revendiquer pour l'École :

- La baisse des effectifs dans TOUTES les classes, et prioritairement en éducation prioritaire (15 à 20 élèves suivant la typologie des établissements)
- Une vraie politique contre les inégalités : clarification de la carte des lycées en zone d'éducation prioritaire, révision de la carte scolaire au service de la mixité sociale
- Le maintien d'un enseignement professionnel national
- La titularisation sans conditions des personnels précaires et la création de nouveaux corps de la fonction publique pour pérenniser leurs missions
- Une formation initiale et continue ouverte sur des pédagogies militantes et émancipatrices qui éveillent et nourrissent le désir d'apprendre en intégrant les réalités personnelles et sociales des élèves

Aussi, il est urgent de se mobiliser contre la casse du droit du travail et un autre projet de société ! L'École est en première ligne face à la violence d'une société en crise sociale qui voit les inégalités se creuser. Notre place est donc dans la rue, aux côtés des autres travailleurs et travailleuses, du privé comme du public, pour la défense du droit du Travail et de la protection sociale solidaire, contre la précarité, l'austérité et la déferlante libérale. **Mobilisons-nous massivement dès le 21 septembre !**